

Informations de base	
2022/2851(RSP) RSP - Résolutions d'actualité Résolution sur l'escalade de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine Subject 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux Zone géographique Russie Fédération Ukraine Priorités législatives Soutien de l'UE à l'Ukraine	Procédure terminée

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
05/10/2022	Débat en plénière		
06/10/2022	Décision du Parlement	T9-0353/2022	Résumé
06/10/2022	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/2851(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0430/2022	03/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0432/2022	03/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0433/2022	03/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0438/2022	03/10/2022	
Proposition de résolution		B9-0446/2022	03/10/2022	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0353/2022	06/10/2022	Résumé

Résolution sur l'escalade de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine

2022/2851(RSP) - 06/10/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 504 voix pour, 26 contre et 36 abstentions, une résolution sur l'escalade de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR et députés.

La Russie, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, porte la responsabilité politique particulière du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, mais elle a constamment violé les principes de la Charte des Nations unies par ses actions agressives contre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Une contre-offensive ukrainienne réussie, lancée début septembre 2022, a fait perdre à la Russie une partie importante des territoires qu'elle avait occupés dans la région ukrainienne de Kharkiv et dans d'autres régions de l'est et du sud de l'Ukraine. Cette libération a permis de découvrir de nouvelles preuves des graves violations des droits de l'homme et crimes de guerre commis par les forces russes et leurs alliés, notamment l'existence de charniers comptant plus de 440 corps à Izyum.

La communauté internationale continue de soutenir l'Ukraine en lui fournissant des équipements modernes, des munitions, des formations et en partageant des renseignements, le dernier en date étant l'adoption récente par le Congrès américain d'un projet de loi prévoyant une aide de plus de 12,3 milliards de dollars.

Le Parlement a rappelé le **soutien indéfectible de l'UE à l'Ukraine, à sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale** à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Il a condamné dans les termes les plus forts la guerre d'agression injustifiée, non provoquée et illégale de la Russie contre l'Ukraine et appelé la Russie à **cesser immédiatement la guerre** et à retirer toutes ses forces ainsi que les forces agissant pour son compte de tous les territoires internationalement reconnus appartenant à l'Ukraine. Il a appelé tous les pays et organisations internationales à condamner sans équivoque la guerre d'agression de la Russie et ses tentatives d'acquisition de territoires par la force et par le biais de **référendums fictifs**.

Tout en saluant le courage du peuple ukrainien qui défend son pays et les valeurs européennes, le Parlement a demandé instamment à l'UE et aux autres pays qui soutiennent l'Ukraine **d'augmenter massivement leur aide militaire**, en particulier dans les zones où le gouvernement ukrainien en fait la demande. Les États membres hésitants sont appelés à fournir leur juste part de l'aide militaire nécessaire pour contribuer à abréger la guerre.

La résolution a appelé à de **nouvelles sanctions** dans le domaine bancaire et sur tous les produits de haute technologie et les biens stratégiques. Les députés ont demandé un **embargo immédiat et complet** sur les importations russes de combustibles fossiles et d'uranium, ainsi que l'abandon complet des gazoducs Nord Stream 1 et 2, afin de cesser de financer la machine de guerre de Poutine avec les fonds de l'UE. Une autre interdiction est demandée pour l'achat, l'importation et le transport de titane, d'aluminium, de cuivre, de nickel, de palladium, de rhodium et de diamants bruts et transformés en provenance de Russie ou transitant par la Russie vers l'UE, ainsi que pour les importations de produits sidérurgiques originaires de Russie ou exportés de Russie, y compris le minerai de fer et les produits semi-finis, dans le but de réduire les revenus de la Russie.

Condamnant la mobilisation en Russie, le Parlement a demandé **l'arrêt immédiat de la conscription involontaire** et la cessation immédiate de ses menaces d'escalade nucléaire.

Enfin, les États membres sont invités à intensifier et à traiter en priorité la **protection des infrastructures européennes critiques**, y compris les gazoducs et les câbles sous-marins, et à accroître leur résilience face aux attaques extérieures. Ils devraient mener une enquête sur le sabotage des gazoducs Nord Stream.